

La Nation Française

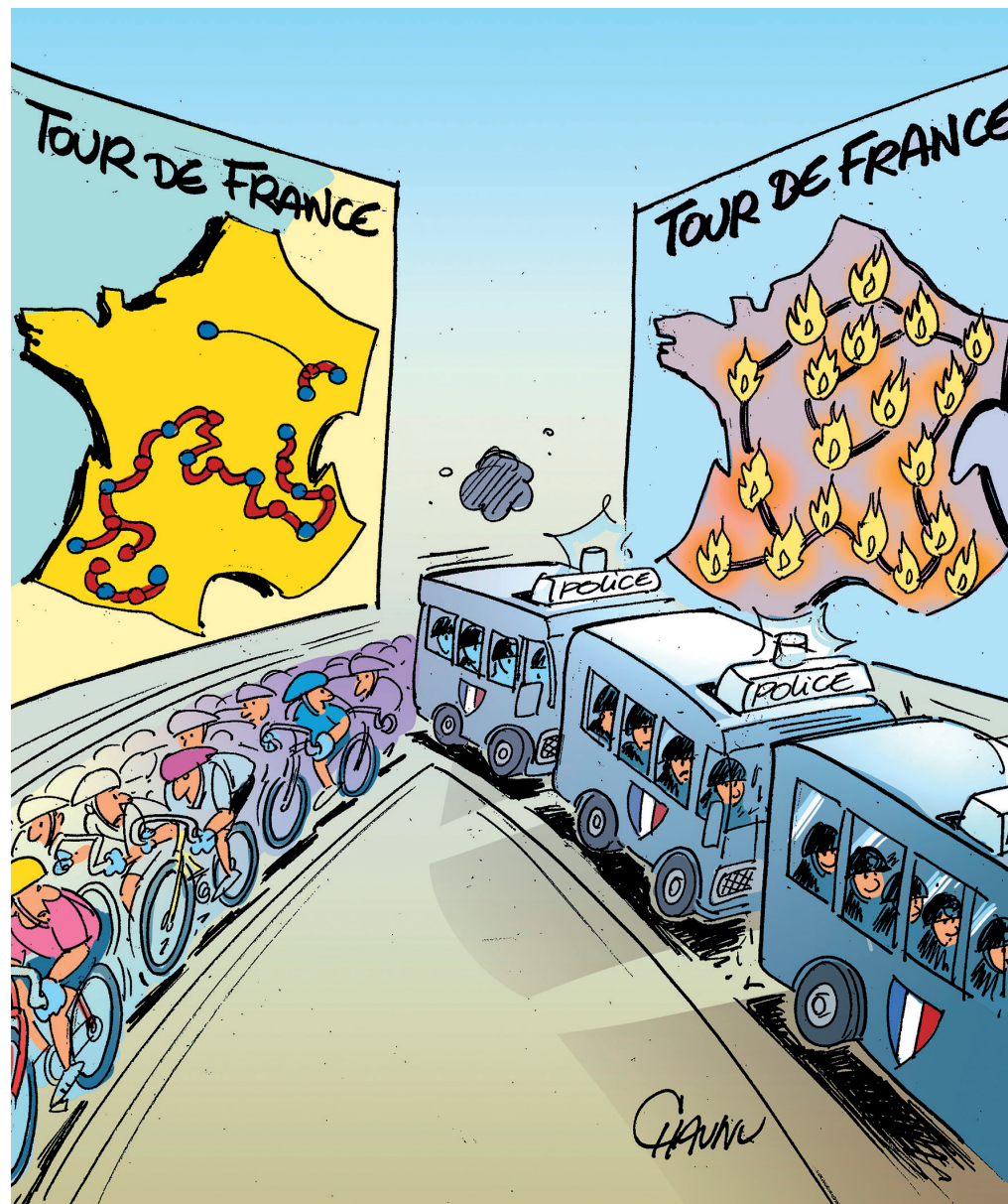
Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

3 juillet 2023 - 1 €

N° 38

Un pays en feu

On a tous vu les mêmes images de ce sinistre 27 juin à Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine: le policier qui braque le conducteur, le bolide qui redémarre, le coup de feu et la voiture qui va s'encaster dans un poteau. Bavure policière. Mort du conducteur de 17 ans. Sur ce qui s'est passé avant: la course-poursuite à travers la ville, sur les raisons de la présence de ces jeunes gens à une heure matinale dans un véhicule hors de prix immatriculé en Pologne, on n'en sait beaucoup moins. En revanche les télévisions en continu nous abreuvent d'images de la suite: les nuits d'émeutes partout dans les endroits habituels et dans des quartiers parfois inattendus, jusque dans de toutes petites villes. Ce sont des jeunes gens de 12 à 25 ans, en général issus de familles immigrées d'origine africaine et particulièrement maghrébine, qui mettent le feu aux voitures, comme ils le font le 1^{er} janvier ou le 14 juillet, par refus de toute autorité, par haine dit-on et pour se venger du racisme ambiant et des discriminations ou des contrôles de police « au faciès », par amusement aussi, pour se défouler de leurs frustrations sociales, en cette période de grande chaleur à la veille des vacances d'été... Cela s'accompagne de toute une délinquance d'opportunités. On voit les images de jeunes hommes qui suivent le mouvement,



uniquement soucieux de participer aux vols de matériel électroménager, de vêtements de luxe. Mais on voit aussi des mères de famille, et des familles entières, qui viennent voler comme elles feraient leurs courses! Combien de vie de commerçants et de travailleurs durablement voire définitivement brisées!

C'est l'heure de « gloire » de toute une jeunesse incontrôlée par l'Éducation

naionale et sans contrôle parental. On met en cause la famille musulmane, ou les garçons sont adultes dans leurs premières années avant d'être abandonnés à eux-mêmes, pas soutenus dans leur scolarité, laissés dehors aux pieds des HLM où ils sont pris par des phénomènes de bandes, employés par des trafiquants de drogue et des agitateurs islamistes. Les pères sont absents, au chômage plus que la moyenne,

beaucoup de mères ne travaillent pas... La famille nombreuse monoparentale est souvent la règle. Il faut dire que le système d'aide

SOMMAIRE

P. 1 : Un pays en feu. –
P. 3 : Je suis en colère. –
Lectures. – P. 5 : Acheter du temps. P. 6 : Tourisme. P. 7 : Euclid. – L'Espagne et l'Europe. P. 8 : Barrès. – « L'Épervier ».

■ **Habillement** : Le 28 juin, l'enseigne de prêt à porter pour enfant « Du Pareil au même » a été placée en redressement judiciaire et la marque « Sergent major », qui appartient au même groupe Générale pour l'Enfant, en procédure de sauvegarde.

■ **Banque** : La banque en ligne Orange Blank, qui a perdu un milliard d'euros depuis son lancement en 2017, devrait être cédée à la BNP et fusionnée avec sa filiale Hello Bank.

■ **Grande distribution** : Les offres des repreneurs du groupe Casino ont été déposées le 3 juillet. D'un côté celle de Daniel Kretinsky confortée par Marc Ladreit de Lacharrière (qui ont respectivement déjà 10 et 12 % du capital) et de l'autre celle Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Moez-Alexandre Zouari (ce dernier exploitant des centaines de magasins en franchise de Casino). Le projet de restructuration de la dette du groupe (6,4 milliards pour Casino et 3 milliards pour sa maison mère Rallye), sera finalisé d'ici le 27 juillet. Les actionnaires actuels sont invités à transformer leurs créances en capital et Jean-Charles Naouri et Rallye perdront le contrôle du groupe. Le 29 juin, après un communiqué du groupe expliquant ces données, le cours de l'action Casino a encore perdu 30 % (autour de 5 euros, soit dix fois moins qu'en juin 2019). Mais le 30 juin, Casino annonçait un nouveau partenariat possible avec le groupe Prosol propriétaire de l'enseigne « Grand frais ».

■ **Maisons de retraite** : Le groupe Orpea (68 000 salariés, 267 000 pensionnaires), qui a une dette de 9,7 milliards d'euros, a obtenu, lors d'une assemblée générale tenue le 28 juin, une légère majorité des créanciers et actionnaires en faveur de son plan de restructuration accélérée. Le tribunal de commerce de Nanterre devait valider ce plan qui entérine une perte de 99 % de la valeur des actions, mais sauve l'entreprise grâce à l'engagement de la Caisse des dépôts et de deux mutuelles. Deux anciens dirigeants du groupe Orpea ont été placés

sociale favorise les familles sans père qui touchent plus d'argent public que les familles avec un père et une mère officiels... Les filles sont pourtant tenues, elles qui, souvent travaillent mieux à l'école, et auraient plus de chances de s'en sortir que leurs frères, si le mécanisme d'ascension sociale fonctionnait mieux, si les « séparatismes » n'étaient pas à l'œuvre...

Des commissariats, des médiathèques et des écoles ont été dégradés. Des bus et des rames de tramway, et même des appartements en étages, touchés par des fusées incendiaires, ont brûlé. Des centres commerciaux et des banques avec leurs distributeurs de billets ont été méthodiquement dépouillés. Des pharmacies et des armureries ont été dévalisées, des équipements sportifs réduits en cendres. Des mairies se protègent par des barbelés ! Des personnes identifiées comme représentants les autorités – maires, policiers en civil, pompiers, journalistes... ont été menacés, quand ils n'ont pas été tabassés – comme ce prêtre de 80 ans à Saint-Étienne – où n'ont pas vu leur voiture brûler devant eux. On apprend, en écoutant RTL, que la maison du maire de l'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne) a été victime d'une attaque à la voiture bélier en feu alors qu'il était dans sa mairie (mais sa femme et ses deux enfants étaient à la maison)... Partout des lignes de bus sont perturbées dès la fin d'après-midi et des travailleurs doivent marcher comme en temps de grandes grèves.

C'est la honte pour les politiques et les employeurs français qui ont

organisé, depuis un demi-siècle, un afflux de familles immigrées sans faire ce qu'il fallait pour les intégrer. Nos voisins nous montrent du doigt. Le Premier ministre polonais se venge des leçons de morales que la France et l'Europe ont fait à son pays pour son refus d'accueillir plus de réfugiés syriens ou africains. La présidente du Conseil italien savoure ce moment de triste revanche, comme les Anglais, qui ont l'habitude de nous critiquer vertement. Comme si chacun ne devrait pas balayer devant sa porte. Comme si les solidarités européennes ne pesaient plus rien.

Le président Macron est obligé d'annuler en dernière minute la visite d'État qu'il devait faire en Allemagne à partir du 2 juillet. C'est encore une humiliation après celle de l'annulation de la visite du roi d'Angleterre dans notre pays en mars dernier, pour cause, alors, de manifestations contre la réforme des retraites.

Les Américains demandent à leurs ressortissants de ne pas se rendre dans notre pays désormais réputé dangereux...

Quant aux touristes chinois, ils viendront une autre fois. C'est un coup de poignard supplémentaire pour notre pays dont la dette vient de dépasser le record historique de 3 013,4 milliards d'euros au premier trimestre 2023, et dont le tourisme estival est une des rares chances de rééquilibrer un peu sa balance commerciale. Comment allons-nous pouvoir assumer l'année prochaine l'organisation des Jeux Olympiques que nous avons imprudemment bridée ?

Que peuvent faire le président Macron et son gouvernement pour contrer l'anarchie ambiante ? Attendre que les choses se calment, en déployant le maximum de forces de police épuisées, et en espérant que le prochain choc n'aura pas lieu trop tôt... On les tance pour qu'ils adoptent le modèle que les sociaux-démocrates danois ont mis en place : une politique très restrictive sur l'immigration et un démantèlement de leurs quartiers en sécession ethnique et religieuse. D'autres pays d'Europe du Nord prennent ce chemin. Mais ce sont des sociétés où la culture du consensus facilite un tel retournement politique et qui sont moins endettées que nous. Imagine-t-on le gouvernement français faire la même chose, sous les foudres de son opposition de gauche, face aux « black-blocs », aux philippiques de Mélenchon et autres « islamo-gauchistes » plus ou moins mâtinés d'écologisme woke ?

Alors, la « droite de gouvernement » étant aux abonnés absents, c'est Marine Le Pen qui attend son heure, espérant obtenir un jour prochain le privilège supposé de prendre tous ces problèmes à bras-le-corps, comme sa « sœur latine » Giorgia Meloni... Mais il y a en Italie un vieux fond chrétien qui maintient encore une société debout, et ce n'est plus le cas chez nous... Il va y avoir très bientôt des élections européennes. Le Rassemblement national raflera-t-il la mise ? Ce n'est pas sûr et, si cela était, en quoi cela constituerait-il une voie de sortie de la crise actuelle ?

Frédéric Aimard

Je suis en colère

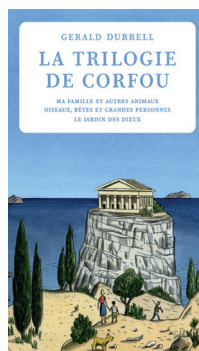
Le seul combat qui vaille est celui de l'homme a écrit Jean Bodin. Un homme ou une femme jeune ou non qui meurt, rend triste et furieux surtout à l'époque actuelle où la compassion se porte en bandoulière. L'émotion submerge avant la raison. On casse ses jouets avant de réfléchir de peur de rater l'occasion de protester et de s'affronter à l'autorité qui est l'adversaire suprême pour tout.

Quand je regarde les scènes d'émeutes d'une intensité encore jamais vue un peu partout sur le territoire y compris dans des petites villes réputées calmes, je me souviens du tableau d'Edvard Munch : *Le cri* avec l'homme moderne emporté par une crise d'angoisse existentielle.

Je suis en colère contre les arguments aussi insignifiants qu'inexactes que les apprentis guérilleros invoquent pour tenter de justifier leurs exactions : la solidarité après la mort à Nanterre du jeune Nahel. Et la vengeance, mais contre qui ? Contre tous les autres citoyens innocents ? Contre l'État responsable de tout ? Ou contre les forces de l'ordre que je soutiens puisqu'elles nous protègent ? La faute d'un membre ne disqualifie pas tout le corps.

Comme si le fait d'être jeune était en soi une explication et une circonstance atténuante et exonérât du respect des lois. Je trouve que les marches blanches sont à géométrie variable et qu'à part la famille du tué qui le considère comme un ange, cette qualité excessive en l'espèce se discute. D'ailleurs Byzance s'est perdue en discutant du sexe des anges alors que le péril

Suite en page 4.



ROMANS

Souvenirs de Corfou

Gerald Durrell se rappelle sa jeunesse, dans les années d'avant la Seconde Guerre mondiale. Sa grande famille, les parents et quatre enfants, avait quitté la grisaille anglaise pour la lumineuse île de Corfou, face à la Grèce. Pour Gerry, dix ans, la découverte de la faune et de la flore fut un enchantement. Tout l'attirait : plages, oliviers, poulpes, tortues... ainsi que les villageois qui les accueillirent. Chez les Durrell, l'insolite et le farfelu se côtoyaient, on ne s'ennuyait jamais. Les trois livres, consacrés à ces années de bonheur à l'origine de sa vocation de naturaliste, sont réunis en un seul volume avec une couverture signée Loustal. Un vrai plaisir de lecture pour les vacances.

« La Trilogie de Corfou », Gerald Durrell, La Table Ronde, 880 p., 24 €.

POLAR

Mamies flingueuses

Depuis qu'elles ont exploré les joies (et parfois les affres) de l'enquête policière, Alice, Maria, Nadia et Thérèse, dites « *Les Panthères grises* » en raison de leur âge avancé, sont à l'affût de tout ce qui pourrait pimenter leur quotidien. Il y a d'abord cet incident à la caisse automatique d'un supermarché qui leur vaut un passage calamiteux au poste de police.



Un moment vite oublié grâce à Henri, l'ancien béguin de Maria, dont l'épouse a malencontreusement disparue sur l'île de Noirmoutier. Il n'en faut pas plus à notre quatuor de mamies déjantées inventé par Williams Crépin pour se lancer dans une folle aventure, les pieds dans l'eau et la tête dans les nuages.

« Crimes, coquillages et crustacés », Williams Crépin, Albin Michel, 286 p., 15,90 €.

JEUNESSE

Naissance d'animaux

Comment naît et grandit un bébé animal ? Ce beau livre, grand format, illustré de 350 photos, révèle les premiers instants de 75 espèces animales (éléphant, gamba, grèbe huppé, paresseux, axolotl...) dans un environnement hostile, peuplé de prédateurs. Survivre dans la nature sauvage est un combat ! Heureusement, les mamans sont là qui veillent sur leurs petits. Chaque animal est présenté avec ses caractéristiques : pelage, jeux, habitat... Un ouvrage pour partager un bon moment avec des enfants.

« La vie sauvage des bébés animaux », coll., Gallimard jeunesse, 224 p., 22,95 €.

REVUE

Interpol

L'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) a été créée il y a cent ans. Située à Lyon,

elle a pour but de favoriser la coopération policière entre les pays et de traquer les voyous dans tous les domaines (pédocriminalité, trafic d'œuvres d'art...). *Alibi*, la revue du polar, s'est faufilée dans les coulisses et dévoile son fonctionnement.

Autres sujets abordés : Ian Flemming, trois entretiens (Lisa Gardner, Michel Faury, Åsa Larsson), Philippe Charlier, archéologue du crime, une vie au Palais de justice...

« 100 ans d'Interpol », *Alibi*, n° 13, 19 €. En kiosque et en librairie.

Catherine PAUCHET

La Nation Française

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement : 1 an

= 20 euros

à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RSc3C000>

en détention provisoire et un troisième a été placé sous contrôle judiciaire, le 29 juin. Orpea a porté plainte contre eux en avril dernier pour abus de confiance...

■ **Électricité** : Le conseil d'administration d'EDF a annoncé le 29 juin avoir lancé le dossier administratif des deux futures centrales EPR2 qui seront construites à Penly (Seine-Maritime) et qui font partie d'un programme de six centrales (2 à Graveline dans le Nord, et 2 à Bugey ou au Tricastin) annoncé par le président Macron.

■ **Foot** : Contre l'avis de son rapporteur public, le Conseil d'État a décidé, le 29 juin, que la Fédération Française de Football a le droit de maintenir l'article de son règlement, rédigé en 2016, qui interdit le port de vêtements à connotations religieuses, politiques ou syndicales, dans les compétitions qu'elle patronne. Cet article était contesté par le « collectif des hijabeuses » qui soutenait que le voile qu'elle porte n'avait rien à voir avec du prosélytisme musulman.

Suite de la page 3.

était à sa porte. Ce qui ne change rien à l'attitude du policier qui a tiré et qui sur-le-champ a été mis en examen et incarcéré. La justice a été très rapide. Personne ne le relève ? Le garde des Sceaux habituellement vilipendé devrait être remercié !

Et si on attendait la fin de l'enquête judiciaire car une vidéo ne fait pas tout et n'est pas la preuve définitive de la culpabilité et des circonstances de celle-ci. Le petit ange a-t-il eu un comportement parfait ? Même si un policier doit garder son sang-froid et ne peut ouvrir le feu que quand les conditions légales sont réunies, loi de 2017 sur les refus d'obtempérer ou non. Le policier est présumé innocent comme on nous serine le principe à chaque fois qu'un forcément déséquilibré fait un carnage. Et c'est fré-

quent. L'indignation ne doit pas intervenir par intermittence. Même si on sait que les émeutes ont des causes et des revendications diverses d'ordre sociologiques et identitaires, aussi sociales avec un sentiment d'abandon et de discriminations et agrègent tous les ressentiments et les colères.

Le président de la République a passé trois jours à câliner Marseille et à dépenser nos impôts. On apprend que certains Marseillais sont à la pointe des émeutes. M. Macron doit déplorer l'ingratitude.

Dans les petites communes tranquilles les élus qui se dévouent pour tous sans inégalités qui ont vu le saccage de leurs mobiliers urbains, leurs mairies, les bâtiments publics comme l'école qui doit fabriquer des citoyens par la connaissance et la réflexion, et leurs commerces dévalisés – car l'occasion fait le larron par ces temps d'inflation – doivent aussi maudire le fait qu'ils n'ont pas eu la manne présidentielle mais ils ont récolté des tempêtes. Belle moisson !

Moi aussi je suis en colère. Je vois hébété mes efforts et sacrifices partir en fumée dans un délire sans fin, les mortiers n'étant pas une fête. Les plus radicaux veulent des morts comme si on était ennemis entre nous. Mais je ne vais pas avec mes potes des ehpad et la majorité silencieuse tout casser et brûler à chaque fois qu'une décision publique ne me plaît pas ou qu'un incident voire plus grave fait une victime que je déplore. Pourtant j'en ai le droit puisque je paie mes contributions, arrête ma voiture que je conduis avec permis et assurance quand on me le demande et que j'applique

les règles enfin autant que je le peux selon mes intérêts soyons francs !

En plus je vote à toutes les élections. Les résultats parfois me dérangent. Je suis donc un citoyen de base en colère. Jeune j'ai vécu en banlieue, on en sort. Je n'ai pas mis en cause mes ancêtres ou des voisins pour ce qu'ils ont fait de bien ou pas. Mes parents m'ont tenu la bride, je n'en suis pas stigmatisé, la fermeté n'étant pas un gros mot et elle est parfois constructive.

Rien n'excuse la violence surtout dans notre république plutôt généreuse en aides diverses et libertés si on se compare avec le reste du monde et chacun peut prendre sa chance. On corrige ce qui ne va pas mais on ne détruit pas le collectif.

La responsabilité personnelle est une clé de la réussite. Ce n'est pas toujours la faute des autres si on n'a pas eu son chocolat à 16 heures, une voiture ou une moto de course à 18 ans, et une rolex à 50 ans comme le disait un célèbre communicant, formule qui n'a pas été la plus républicainement subtile. C'est pourquoi je suis souvent en retard !

Mais que faire pour éviter ce qu'avait prédit l'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, à savoir que nous allons vivre face à face et plus ensemble. Ce serait la dislocation de la nation qui doit dépasser toutes les exigences.

C'est grave car tout le monde estime avoir raison et des pseudo-élites en rajoutent une couche dans le misérabilisme ou jettent de l'huile sur le feu avec des arrière-pensées au lieu de tenter d'apaiser et de ne pas crier au loup pour tout. Le pays est fracturé, comment le ressouder ? Soyons

réalistes : on ne va pas dissoudre la police. Même les biens pensants humanistes habituels réclament plus de forces de l'ordre et de répression. C'est inédit ! Nos institutions peuvent être plus ouvertes mais elles sont solides et l'État est indispensable pour les fonctions régaliennes. On ne va pas tout donner gratuitement et sans efforts. L'insertion dans la société se mérite et n'est pas liée à la couleur de peau, à la religion ou au faciès, même s'il y a des dérapages.

La laïcité est une liberté et pas une interdiction. La République et ses valeurs est un cadre en béton. Je choisis le devoir de convergence au droit à la différence. L'ordre public garantit la vie sociale.

Décréter l'état d'urgence pénaliserait tous ceux qui ne sont coupables de rien et ne serait pas la solution sauf si la chienlit perdure.

Les beaux esprits crieraient aux mesures liberticides et dans les quartiers dit sensibles aux mains des vendeurs de drogue on hurlerait à la dictature et au racisme. Il va falloir se ressaisir et convaincre que l'autorité est un bien commun et que collectivement tout le monde en profite. Dans la famille, dans les écoles, contre la délinquance, contre les désobéisseurs civils qui pensent détenir la vérité, contre toute violence quel qu'en soit le motif.

Je ne serai plus en colère comme les éternels motards qui refusent le contrôle technique, quand tous les Français se comporteront en citoyens et assumeront leurs devoirs plutôt que de réclamer l'extension infinie des droits individuels. Et un traitement particulier.

Christian Fremaux
avocat honoraire

Acheter du temps

Sous l'égide de Bruxelles, le gouvernement préparait un plan sévère d'économies budgétaires. Les émeutes urbaines le remettent en question.

Les choix budgétaires, qui paraissent d'une technicité redoutable, deviennent plus clairs lorsqu'on s'aperçoit que de très nombreuses dépenses sont faites pour acheter du temps.

La désindustrialisation, le chômage de masse et les bas salaires provoquent depuis quarante ans grèves, manifestations et violences urbaines que les gouvernements, de droite comme de gauche, s'efforcent de maintenir dans d'étroites limites.

La « *politique de la ville* » ainsi que les aides sociales et des « chèques » temporaires permettent d'atténuer et de différer des révoltes toujours latentes... qui finissent pourtant par exploser. Les émeutes urbaines gagnent en intensité et en étendue à partir de 1983 de même que les grèves et les manifestations de 1995, 2010, 2019, 2023. Le processus ressemble fort à un cercle vicieux : les dépenses sociales faites pour acheter du temps augmentent la dette publique et le principe de rigueur budgétaire imposé par les traités européens conduit les gouvernements successifs à adopter des réformes qui visent la réduction des dépenses sociales. Or ces réformes provoquent la colère des populations concernées qu'on apaise par de nouvelles dépenses sociales.

Tel est bien le scénario qui se déroule sous nos yeux. Bruxelles a imposé au printemps un programme de stabilité, Bercy a mis au

point de fortes restrictions budgétaires qui portent sur la fiscalité, le logement et les dépenses de santé mais la mort de Nahel, le 27 juin, et les nuits d'émeutes qui ont suivi vont conduire le gouvernement à de nouvelles dépenses pour réparer les considérables destructions matérielles commises par les pillards et, une nouvelle fois, pour tenter de calmer les « quartiers difficiles » dans le cadre d'une politique de la ville dont l'échec est patent.

On peut sortir de ce cercle vicieux par une politique d'industrialisation adaptée au changement climatique et par un nouvel aménagement du territoire accompagné de rénovation urbaine. Comme ces objectifs salutaires pour l'ensemble du pays exigeraient une volonté politique appuyée par un large consensus, il paraîtra plus facile de déverser des milliards supplémentaires dans les circuits habituels pour gagner encore un peu de temps.

Claudine Uzerche

Au-delà de Nahel, la nation

Dans l'enchaînement qui a mené de la mort de Nahel aux embrasements et aux pillages dans un grand nombre de villes en France, peut-être n'a-t-on pas assez prêté attention à ce que cela signifie pour l'ensemble de la société. Au-delà du drame qu'est la mort violente d'un jeune, quels que soient son histoire et son comportement, au-delà du traumatisme ressenti par tous ceux qui ont souffert de ces journées qu'il faut bien appeler

d'émeutes, au-delà des réactions des responsables, au-delà des demandes aussi bien d'une meilleure politique de la ville que d'un réel maintien de l'ordre, il y a la situation profonde de notre pays.

Factuellement, les attaques en tous genres ont visé ce qui exprime la collectivité, non seulement les personnes portant un uniforme (policiers, gendarmes, pompiers) mais aussi ces lieux qui, d'une manière ou d'une autre, se trouvent au service de la population : mairies (jusqu'aux domiciles personnels des élus), commissariats, écoles, tribunaux, banques, prisons. Les émeutiers s'en sont pris aussi aux véhicules de leurs parents et voisins, pillant et détruisant les commerces où eux-mêmes effectuent leurs courses. Du coup, la grand-mère de Nahel, qui a adjuré d'« arrêter de casser », a eu cette réaction : « Les policiers, heureusement qu'ils sont là ».

Il faut tenir compte aussi de ceux qui, avant les nuits de feu, ont défilé, comme à Nanterre à la mémoire du jeune homme. Là, à y regarder de près, c'était le peuple des banlieues, celui auquel on ne prête habituellement guère d'attention. Il se trouve loin des habitants plus ou moins aisés préparant leurs vacances et loin, aussi, de ces Français des régions, qui ont fourni leurs contingents aux Gilets jaunes, travailleurs honnêtes épuisés par l'effondrement économique et ulcérés du peu de cas qu'on faisait d'eux. Il y a maintenant un troisième peuple, qui gronde et qui conteste l'ordre, la France et son système fonctionnant de plus en plus mal : dans les banlieues aussi on souffre de cette désorgani-

sation que tentent de cacher les dirigeants derrière promesses et coups de com. À Marseille, le président s'est d'ailleurs inscrit dans cette lignée qui, sous prétexte de flatter la « diversité », pousse vers une société multiculturelle juxtaposant les communautés.

Derrière le drame de Nanterre, cristallisation de beaucoup de ratés, se seront exprimées les frustrations qui n'ont pas été traitées dans le cadre familial, éducatif, institutionnel et culturel (on a même vu l'Algérie essayer de s'en servir en manifestant son « souci constant d'être aux côtés des membres de sa communauté nationale au moment de l'adversité et de l'épreuve »). Il est indéniable que beaucoup de ces jeunes détestent leurs conditions d'existence, s'inquiètent de leur absence de perspective et s'interrogent sur leur position dans la communauté nationale. Ce dernier point explique l'emprise grandissante exercée par l'islamisme, qui leur offre une sorte de colonne vertébrale identitaire. Tout cela parce que la France n'a même pas tenté d'en faire des Français.

Jean-Gabriel Delacour

L'information à facettes

« *Patrie des droits de l'homme* » et riche d'une presse historiquement diversifiée, la France s'enorgueillit d'être un parangon de la liberté de la presse. Comme à l'accoutumée, elle en profite pour distribuer les bons et les mauvais points aux médias de l'étranger, bien qu'elle ne figure qu'en 24^e place dans le classement mondial. D'ailleurs, à y re-

garder de près, il se passe parfois des choses bizarres dans le domaine de l'information.

Passons sur les inévitables conflits d'intérêts qui peuvent surgir entre les rédactions et les propriétaires des grands titres. Passons sur les articles et les reportages qui ont été « inspirés » afin de promouvoir telle marque ou telle personnalité : il n'y a pas que les produits de beauté de la presse féminine ou les essais automobiles de la presse spécialisée à se retrouver généreusement sponsorisés. Passons sur les connivences du monde politico-médiatique qui, à coups de « off » et de « confidences » soigneusement distillées, permettent à tout le moins d'envoyer des ballons d'essai en direction du public. Passons aussi sur l'entre-soi soigneusement cultivé par certains médias d'État — donc payés par tous les citoyens — qui évitent de faire trop appel à ceux qui se situent hors de la mouvance dominante, à prépondérance progressiste.

Plus graves, avec l'apparition des réseaux sociaux, sont les interdits lancés par les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) contre des personnes ou des groupes qui ne leur plaisent pas et sont ainsi rejetés dans le monde des ténèbres, puisqu'ils ne peuvent plus apparaître au grand jour. On n'oubliera pas non plus les mesures plus souterraines destinées à empêcher certains organes de recevoir de la publicité. Enfin, il y a les efforts législatifs et réglementaires tendant à retrancher du camp de la Vertu et du Bien tous ceux qui sont accusés de propager la « haine » et qui ne sauraient donc avoir droit à la parole.

Il arrive parfois que ce refus du pluralisme éclate au grand jour et que la machine s'emballe. Elle se focalise alors contre un média bien précis et, surtout, contre un journaliste, dès lors couvert de l'opprobre général. C'est ce qui vient d'arriver à Geoffroy Lejeune qui, débarqué de son poste de directeur de la rédaction de Valeurs actuelles — ce qui n'a suscité aucune protestation du monde journalistique — a été sollicité par Arnaud Lagardère pour prendre le même poste au Journal du Dimanche. Aussitôt, une levée de boucliers a empêché l'hebdomadaire de paraître, relayée par un appel de 652 personnalités, sans compter les attaques du ministre de la Culture, Rima Abdul Malak. Du coup, non seulement l'intéressé, *« dont les valeurs sont en contradiction totale avec celle du journal »*, mais aussi son ancien organe sont régulièrement et exclusivement qualifiés d'« extrême droite », terme d'infamie politique excluant du monde fréquentable.

Il y a la « bonne » information et l'autre. Heureusement, on nous indique laquelle croire.

Jean Étèveaux

Tourisme

Du fond de l'Ardèche où prospère tranquillement un tourisme international qui n'est pas de masse, que peuvent bien penser les producteurs locaux et leurs acheteurs qui se retrouvent tranquillement sur des marchés encaissés dans des vallons ou accrochés à des pentes qui font la joie des randonneurs ? Si on en parle, on évoque des « événements » se déroulant dans des villes si lointaines qu'on ne les voit

qu'à la télévision ou sur son smartphone tandis que l'eau continue à se faufiler entre les rochers et que le travail de l'homme se poursuit dans une nature peut-être pas très généreuse mais qui sait produire — et pas seulement des châtaignes !

Là, les touristes se sentent bien et ne craignent pas les pillages des commerces et la mise à sac de la poste, si elle n'a pas été supprimée. Même s'il leur fallait éviter des métropoles complètement embrasées, les visiteurs ne craignent pas de s'y rendre et d'y séjourner. Mais ailleurs, on commence à s'inquiéter. Ainsi, l'ambassade de Pékin à Paris a publié le 2 juillet un avertissement demandant « aux citoyens chinois de faire attention aux enjeux de sécurité qui secouent la France, d'éviter de se rendre dans des zones touchées par les manifestations et les violences et de tout mettre en place pour garantir leur sécurité personnelle ». Il est vrai que, à Marseille, un autocar de touristes chinois a été attaqué. Plus généralement, Thierry Marx, le président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, le principal syndicat patronal du secteur, n'a pu que constater : « nos adhérents hôteliers subissent une vague d'annulations de leurs réservations sur toutes les zones touchées par les dégradations et affrontements ».

Après une saison hivernale très satisfaisante, l'été s'annonçait prometteur et il suffit de voir les encombrements autoroutiers pour constater l'importance des déplacements. Mais les acheteurs étrangers avides de découvertes et de produits français vont-ils venir ?

Précy

■ **États-Unis** : La Cour suprême a mis un terme, le 29 juin, à la possibilité des universités de procéder à une discrimination positive en faveur des étudiants appartenant à des minorités raciales.

■ **Rail** : Alstom a signé, le 29 juin, un accord avec la société américano-allemande Northrail GmbH (dont le siège est à Hambourg et qui achète des locomotives pour les louer aux compagnies ferroviaires) avec une commande ferme de 15 locomotives multisystèmes construites à Kassel (Hesse) et la possibilité de lui en vendre 50.

■ **Suède** : Un réfugié irakien de 37 ans, se proclamant athée, a brûlé des pages du Coran devant la grande mosquée de Stockholm le 28 juin. La manifestation avait été autorisée par les autorités au nom de la liberté d'expression, suscitant de très nombreuses réactions indignées dans les pays musulmans. Le protestataire sera poursuivi par la justice suédoise pour « incitation à la haine ».

■ **Brésil** : L'ancien président Jair Bolsonaro, 68 ans, a été condamné le 30 juin, par le Tribunal suprême électoral de Brasília, à une peine de huit ans d'inéligibilité, pour avoir contesté « sans preuves tangibles » la vulnérabilité du vote électronique lors de la dernière élection présidentielle. Il déposera un recours devant le Tribunal suprême fédéral, mais devra aussi répondre devant la justice de son attitude durant le coup de force contre le Parlement le 8 janvier. La droite doit lui trouver un candidat de substitution pour la présidentielle de 2026 alors qu'aucun successeur n'émerge.

■ **Tchad** : Le président de la Transition, Mahamat Idriss Déby, a déclaré accorder son pardon à ses opposants en exil. S'il cherche à raviver une image ternie par la répression sanglante de la manifestation du 20 octobre 2022, il affiche aussi sa volonté d'apaisement en vue de l'organisation d'un référendum sur la déconcentration du pouvoir. Son appel n'a pas trouvé un écho favorable dans l'opposition, qui en fustige l'insincérité.

Le télescope spatial Euclid est en route pour le cosmos

L'Agence spatiale européenne a fait appel à SpaceX, la société d'Elon Musk, pour mettre sur orbite ce télescope spatial dont les observations pourraient changer les lois de la physique. Sa mission est d'étudier la matière noire et l'énergie noire. Deux notions qui représentent 95 % de l'univers et dont nous ignorons tout.

Sa mission est colossale. En moins de six ans, il doit observer 12 milliards d'objets. Normalement le télescope aurait dû être lancé par Ariane 5 ou 6, mais les problèmes du premier lanceur et le retard du second ont obligé l'Agence spatiale européenne à faire appel à SpaceX avec la fusée Falcon 9. C'est un vaisseau de deux tonnes, de 4,7 mètres de haut et de 3,5 de large. Il doit se placer à 1,5 million de kilomètres de la Terre au point L 2 (Lagrange). Le télescope James Webb s'y trouve déjà.

Sa mission est claire : dresser une carte en trois dimensions de l'Univers intégrant les milliards de galaxies, ce qui permettra de remonter le temps jusqu'à dix milliards d'années, la durée nécessaire pour que leur lumière nous parvienne. La matière noire (25 % de l'univers) et l'énergie sombre (70 %) ont des effets opposés : la première assure la cohésion des galaxies, l'énergie sombre provoque l'expansion de l'univers. Parmi les objectifs : elle doit permettre aux scientifiques de retracer l'évolution

des grandes structures du cosmos et de mieux comprendre la matière noire et l'énergie noire, ce qui pourrait permettre de découvrir de nouvelles particules et éventuellement de changer les lois actuelles de la physique.

Le coût de cette expédition qui s'achèvera en 2029 est de 1,5 milliard de dollars. 2 600 chercheurs d'une quinzaine de pays attendent les résultats de ce périple. Le début des études est prévu dans trois mois, le temps de calibrer tous les instruments.

Philippe Buron Pilâtre

L'Espagne et l'Europe

Ce premier juillet, le tour de France a pris son départ depuis la capitale du Pays basque espagnol, Bilbao ; les trois premières étapes se jouent de l'autre côté des Pyrénées. Le même jour, l'Espagne a pris la présidence tournante des conseils européens pour six mois.

L'Espagne a le meilleur bilan macroéconomique en Europe : 5,5 % de croissance contre 3 % en moyenne dans l'Union ; un taux d'inflation réduit à 1,9 % contre 6 % ailleurs. L'Espagne est le grand bénéficiaire des fonds structurels, et, après l'Italie, du plan de relance après Covid. Dans ces conditions, la présidence espagnole ne devrait pas varier que son gouvernement soit socialiste ou conservateur. Il existe un large consensus dans l'opinion qui ne devrait pas être remis en cause par les élections prévues le 23 juillet.

Celles-ci ont été décidées par le Premier ministre, Pedro Sanchez, après l'échec subi par son parti lors des élections municipales et régionales du 28 mai. Celui-ci s'explique par deux phénomènes parallèles qui sont l'effondrement des deux formations qui avaient remis en cause lors des élections de 2015 l'hégémonie des deux grands partis traditionnels. Podemos, créé en 2011 à la gauche du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), faisait à peu près jeu égal avec celui-ci autour de 21-22 % chacun. Ciudadanos, fondé en 2006 au centre, parvenait à un score de 14 %, alors que le Parti Populaire (PP) se maintenait au pouvoir avec 28,5 %.

Les deux formations nouvelles avaient déjà reculé sensiblement aux élections de 2019 qui avaient vu par ailleurs l'émergence d'un nouveau parti à l'extrême droite, Vox, créé en 2013 par des dissidents du PP. Vox obtenait d'un coup 15 % des voix. Aux élections locales du 28 mai dernier, Vox a obtenu 7 % alors qu'il ne disposait jusqu'alors d'aucune assise municipale et régionale. Ses représentants sont entrés dans 140 conseils municipaux dont 20 de plus de 30 000 habitants, ainsi que dans quelques conseils régionaux.

Les deux grands partis qui ne rassemblaient plus que la moitié des suffrages exprimés en 2015 et 2019 devraient regrouper au moins 60 % des voix le 23 juillet. Comme l'Espagne, contrairement à l'Allemagne, n'a pas de tradition de « grande coalition », on pourrait assister à une classique alternance gauche-droite. La diffé-

rence porte sur le poids respectif des centres et des extrêmes qui cohabitent au sein tant du Parti Populaire que du PSOE.

À gauche, les élections vont mesurer le poids d'une nouvelle alliance, Sumar, promue par la ministre du travail, Yolanda Diaz, issue du parti communiste, qui regroupe des écologistes (une première en Espagne) et des régionalistes (à ne pas confondre avec les autonomistes ou indépendantistes basques et catalans). À droite, le centriste Alberto Nunez Feijoo, à la tête du PP, forme un duo avec la présidente de la région de Madrid, la droitiste Isabel Diaz Ayuso.

Quant à Vox, il faut se souvenir qu'au sein du Parlement européen, il s'est inscrit dans le groupe ECR (Conservateurs et réformistes européens) co-présidé par le PIS polonais et les Fratelli d'Italie, parti de Giorgia Meloni. Comme cette dernière, Vox a pu ainsi s'intégrer sans grande controverse dans le jeu politique national et s'allier avec le PP (dont il est issu).

L'autre groupe européen, Identité et Démocratie (ID), est plus problématique : le RN français, la Liga italienne, l'AfD allemande, les Vrais finlandais, demeurent à ce jour dans un conflit plus ouvert avec la droite classique unie dans le PPE (Parti Populaire Européen). L'accord de gouvernement récent en Finlande intégrant les Vrais Finlandais est une première brèche toujours mal acceptée.

Dominique Decherf



La Société des lecteurs de Maurice Barrès

Cette année 2023 marque le centenaire de la mort de l'écrivain Maurice Barrès. Au-delà des controverses, liées à l'époque, sa mémoire demeure à travers des œuvres qui ont fait l'admiration de plusieurs générations de lecteurs et il semble aujourd'hui nécessaire de rassembler largement autour d'elles un nouveau public.

C'est à cette fin qu'a été constituée, le 23 mars 2023, sous une forme associative, la Société des lecteurs de Maurice Barrès. Elle se donne pour buts de valoriser les études barrésiennes en France et à l'étranger (recherches, colloques, éditions) et de mettre en valeur l'actualité de l'œuvre. Elle a le projet d'organiser, fin 2023, une manifestation nationale d'hommage à Barrès.

Son conseil d'administration est présidé par Dominique Decherf, ancien ambassadeur de France. Olivier Dard, professeur à la Sorbonne, en assure la direction scientifique et Jérôme Besnard le secrétariat général. **Son siège social est fixé au n° 60, rue de Fontenay, 92350 Le Plessis-Robinson.**

Un comité de patronage apporte son soutien aux activités de l'association. Parmi la trentaine de personnalités qui ont déjà répondu à notre appel, on peut citer MM. Jean-Luc Marion, académicien français, Georges-Henri Soutou, membre de l'Institut, Jacques Legendre, ancien ministre, Jean-Jacques Gaultier, député des Vosges, les historiens François Broche, Arnaud Teyssier (président du conseil scientifique de la fondation Charles de Gaulle) et Éric Anceau, les universitaires Frédéric Rouvillois, Michel Leymarie, Christophe Boutin, Michel Grunewald et Robert Kopp, les écrivains Emmanuel Godo et Michel Bernard, les journalistes Patrice de Plunkett et Gérard Leclerc.

Pour adhérer à la Société des lecteurs de Maurice Barrès, il vous suffit d'adresser un courrier au siège de l'association, en précisant vos coordonnées et en joignant votre cotisation (chèque à l'ordre de Frédéric Aimard). Le tarif des cotisations pour l'année 2023 est fixé à 50 € (tarif général), 100 € (membre bienfaiteur), à partir de 200 € (mécène).

l'épervier

le magazine des patros et des familles

NUMÉRO 3 - AVRIL 2023

CONNECTÉS AU
MONDE RÉEL !

DOSSIER



Les conseils d'Élisabeth Nuyts
INTERVIEW

ISSN 2969-7913 - WWW.LEPERVERLE.MAG.FR - 5 €

Si vous avez des enfants en âge scolaire, si vous êtes responsable d'une structure éducative, si vous cherchez un projet pour votre paroisse, votre école, votre colonie de vacances... il faut vite vous abonner au journal *L'Épervier*. Vous y trouverez des idées, des méthodes, des encouragements, un point de vue vraiment original et positif et vous donnerez sa chance à une grande et belle aventure humaine qui commence tout juste.

<https://www.le-patronage.fr/>

Pour recevoir le numéro 4, abonnez-vous avant le 15 juin 2023 et profitez de l'offre de lancement.

☐ Je m'abonne 1 an à 30 € (offre de lancement)

☐ Je souhaite soutenir ce projet
Je m'abonne 1 an à 50 € (tarif normal)

Envoyer vos coordonnées à :
**SPFC-ACIP - 60 rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Chèque à l'ordre de SPFC - ACIP**